

Août 2021 - Mars 2022

L'Agenda citoyen

pour l'élection présidentielle

MA FRANCE 2022

QUELLES PRIORITÉS POUR NOTRE PAYS DEMAIN ?



1 million
de participants



34 000
propositions



7 millions
de votes

**MA
FRANCE 2022**
CONSULTATION CITOYENNE

ÉCOLOGIE

SANTÉ

POUVOIR D'ACHAT

DÉMOCRATIE



3

MAKE.
ORG



SOMMAIRE

3 ÉDITO

5 LE REGARD DE YANN ALGAN

7 4 QUESTIONS À JÉRÉMIE PELTIER

9 CE DONT LES FRANÇAIS PARLENT

11 L'AGENDA CITOYEN : LES 12 PRIORITÉS
DES FRANÇAIS

26 LES SUJETS DE CONTROVERSE

37 LA MÉTHODOLOGIE MAKE.ORG

39 LE PROFIL DES PARTICIPANTS À LA
CONSULTATION

41 À PROPOS ET CONTACTS

ÉDITO

Jean-Emmanuel Casalta, Philippe Martinetti, Axel Dauchez et Alicia Combaz

Ma France 2022, une consultation citoyenne massive avant l'élection présidentielle

Les crises que nous traversons depuis deux ans ont bouleversé notre quotidien, transformé nos modes de vie, dessiné les contours d'horizons nouveaux. Convaincus que l'élection présidentielle et les législatives de 2022 sont une opportunité pour imaginer, tous ensemble, les priorités pour l'avenir du pays, France Bleu, France 3 Régions et Make.org se sont associés pour mener, du 25 août 2021 au 10 mars 2022, l'initiative Ma France 2022 : la plus grande consultation en ligne jamais menée par la société civile en France !

En sept mois, elle a réuni :

1 million DE PARTICIPANTS

34 000 PROPOSITIONS

7 millions DE VOTES

Sur les antennes et les sites de France Bleu et France 3 Régions, ainsi que sur la plateforme citoyenne Make.org, une question ouverte a été posée aux Français : "Quelles priorités pour notre pays demain ?". Des centaines de milliers de citoyens, dans tous les territoires, ont ainsi pu formuler leurs propositions pour le prochain quinquennat, et placer leurs préoccupations au cœur du débat public et de la campagne électorale.

Cette participation exceptionnelle nous a permis d'établir un Agenda citoyen reflétant les 12 priorités des Français. La vocation de cet Agenda est de nourrir une discussion avec l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle, qui se sont engagés à répondre aux citoyens sur les antennes de France Bleu et France 3, et sur la plateforme Make.org.

Outre les idées qui font consensus parmi les Français, la consultation Ma France 2022 a également permis d'identifier les sujets les plus controversés, ceux qui ont le plus fortement divisé les participants.

Cette initiative a rendu possible un débat d'idées serein : son succès témoigne de l'intérêt des Français pour le débat démocratique et de leur désir de faire entendre leur voix dans le contexte des élections présidentielle et législatives, et au delà.



© Christophe Abranowitz

Jean-Emmanuel Casalta, Directeur de France Bleu

« Nous sommes très fiers d'avoir initié cette tribune d'expression unique et inédite et bien sûr des résultats obtenus qui, si besoin était, nous légitiment plus que jamais dans notre promesse affichée d'être le porte-parole des territoires ! »



Philippe Martinetti, Directeur du réseau régional de France 3

« Le lien de grande proximité et de confiance qui existe entre France 3 et ses publics trouve dans cette initiative citoyenne un prolongement naturel. Donner la parole, entendre la voix de celles et ceux dont nous partageons le quotidien en région ; c'est tout le sens du service public qui s'exprime dans cette consultation. »



Axel Dauchez (Président) et **Alicia Combaz** (Directrice Générale), Cofondateurs de Make.org

« On dit souvent les Français fatalistes, opposés aux idées nouvelles qui émergent dans l'espace public. Le succès de Ma France 2022 démontre au contraire leur soif de débat démocratique. En tant qu'acteur de la démocratie participative, en nous associant avec France Bleu et France 3 Régions, nous sommes fiers de présenter aujourd'hui l'Agenda citoyen, qui porte haut et fort les voix des Français.»



Le regard de Yann Algan

Doyen associé des programmes pré-expérience et professeur d'économie à HEC

L'Agenda citoyen offre un enseignement remarquable et inattendu : lorsque les Français sont invités à formuler leurs propres priorités et propositions pour le prochain quinquennat, elles concernent largement le réenchèvement de notre démocratie et de nos institutions (26% des propositions), devant le pouvoir d'achat (13%), l'écologie ou la santé... et très loin des questions d'immigration ou de sécurité.

Ce résultat marquant reflète toute la valeur ajoutée des consultations citoyennes où les Françaises et les Français formulent eux-mêmes leurs préoccupations, plutôt que de répondre à un questionnaire fermé, comme dans les enquêtes traditionnelles.

Ce résultat est aussi revigorant au regard de la forte défiance exprimée par les Français envers le fonctionnement de leur démocratie. Près de la moitié des Français estiment qu'elle fonctionne mal, et cinq Français sur six disent avoir perdu la confiance dans les partis politiques, selon le baromètre de la confiance du CEVIPOF. Et pourtant, loin de se détourner de la démocratie, les Français disent au contraire dans l'Agenda citoyen leur envie prioritaire d'améliorer son fonctionnement, en particulier sur les dimensions qui ont trait à l'exemplarité des élus et la proximité des institutions et des services publics avec les préoccupations des Français.



Cette conclusion aurait-elle partie liée avec le besoin des Français de se recréer une destinée collective ? Nous avons mis en lumière, dans une grande enquête « Les Français, le Bonheur et l'Argent » (Editions rue d'Ulm 2020), que si les Français se disent satisfaits de leur vie personnelle ou familiale, ils sont en revanche les plus pessimistes en Europe concernant le futur de leur pays et leur destinée collective. Au bonheur privé s'oppose un malheur collectif. Un constat qui s'explique par le niveau de défiance des citoyens exprimée à l'égard des responsables et des institutions, beaucoup plus élevé en France que chez nos voisins. Les citoyens ne se sentent pas protégés par les institutions et leurs responsables alors qu'ils connaissent, dans leur vie, une accélération des risques - avec le réchauffement climatique, la Covid-19 et les pandémies, la mondialisation... .

Dans ce contexte, le pouvoir d'achat ne serait pas la véritable préoccupation principale des Français, mais le substitut à l'absence de capital social, à la solitude au travail et dans les territoires si bien exprimée par le mouvement des Gilets Jaunes. Les Français exprimeraient dans l'Agenda citoyen leur besoin de davantage de démocratie pour se fabriquer une destinée collective, plutôt que de passer leur temps à comparer leur pouvoir d'achat avec celui des autres. Que les autres thèmes aient trait à l'écologie, la santé ou encore l'éducation, c'est-à-dire à des biens publics, au service d'un collectif, plutôt qu'à la sécurité et l'immigration, semblent souligner le souhait des Français de construire une société ouverte sur la cité, et non repliée sur la seule sphère privée.



© Pierre Convers / France Bleu

4 questions à Jérémie Peltier

Directeur des Études à la Fondation Jean-Jaurès

Plus d'un million de participants, 34 000 propositions... Comment interprétez-vous le succès de cette consultation Ma France 2022 ?

Cela montre que l'engagement des Français dans la vie publique a changé. Pour eux, l'engagement est toujours une notion positive, mais il devient moins collectif et plus individuel. Quand on interroge les Français, on constate une défiance vis-à-vis de la politique. Et pourtant, il y a une forte demande de pouvoir donner son avis, son expertise, et de pouvoir participer à la vie publique. C'est ce que montre cette consultation.

Premier thème abordé spontanément par les Français, notre démocratie, et plus précisément le rôle des élus (leur travail parlementaire, leur salaire, les ennuis judiciaires de certains). Comment l'expliquer ?

C'est une évolution de la société, cela montre que les individus acceptent de moins en moins d'être représentés, ils veulent eux-mêmes participer à la vie de la nation. Cela illustre aussi le fait que nous n'avons pas encore trouvé les bonnes recettes pour renouer la confiance entre les élus et les citoyens.



Parmi les facteurs communs des propositions faites par les Français, il y a une demande de plus d'équité. Pour une meilleure répartition des richesses, des services publics, du système de santé et des transports sur le territoire...

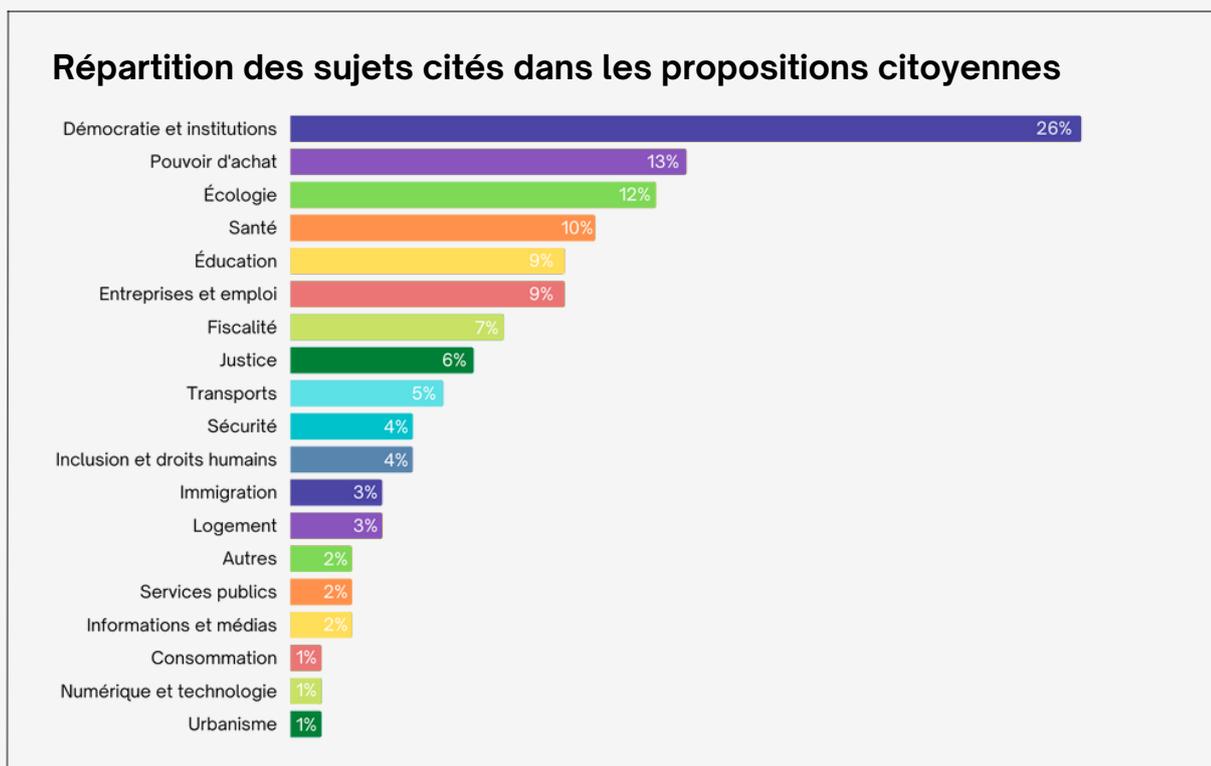
C'est très intéressant. Quand on interroge les Français, un sentiment revient souvent : celui de vivre dans un pays injuste. Injuste d'un point de vue territorial et d'un point de vue justice sociale. Parmi les éléments forts de cette consultation, on trouve la demande d'une meilleure équité salariale dans les entreprises, entre les patrons et les salariés. La question des revenus est au cœur de cette consultation, on la trouve aussi dans les propositions pour revaloriser le niveau des retraites. En résumé, faire en sorte que les gens puissent vivre de leur travail dignement, pendant leur vie professionnelle et après.

L'Agenda citoyen tiré de cette consultation est désormais sur la table des candidats à la présidentielle. Que devraient-ils en faire ?

Aujourd'hui, les responsables politiques savent qu'ils ne peuvent plus se contenter d'établir leur programme avec une petite équipe. De nombreux acteurs sont légitimes pour apporter leurs expertises sur chaque sujet. On avait beaucoup parlé des cahiers de doléances que les Français ont rempli lors de la crise des Gilets Jaunes. Qu'avons-nous fait de ces cahiers ? Pas grand chose. Cette consultation y ressemble beaucoup. C'est un grand cahier en ligne des doléances légitimes de la France telle que les candidats devraient la connaître.

Ce dont les Français parlent

Démocratie, pouvoir d'achat, écologie, santé, éducation... Ce sont les principaux sujets abordés par le million de participants à la consultation Ma France 2022 dans les 34 000 propositions* qu'ils ont déposées sur la plateforme Make.org. Le graphique ci-dessous représente la répartition thématique de ces propositions : il traduit ce dont les Français "ont le plus parlé" dans cette consultation, leurs préoccupations, leurs sujets de conversation et de débat. Il ne tient pas compte des votes des participants, ce qui explique qu'il ne reflète pas exactement l'Agenda citoyen, fondé, lui, sur les idées plébiscitées par les Français, sur leurs "priorités pour notre pays demain".



Fait marquant de la consultation, les propositions touchant à l'exercice démocratique, au statut des élus et à leurs "avantages" présumés, arrivent très largement en tête des sujets évoqués par les Français, devant le pouvoir d'achat, l'écologie, l'éducation, la santé... et très loin devant la sécurité ou l'immigration.

Les participants ont en effet été particulièrement éloquents sur la thématique **Démocratie et institutions**, qui représente à elle seule un quart des propositions. Il y est question des conditions d'exercice du pouvoir, de la rémunération des élus, de leur statut juridique. Nombre de propositions, parfois controversées, portent également sur le fonctionnement institutionnel : réduction du nombre d'élus, présence obligatoire des parlementaires pour voter les lois, prise en compte du vote blanc, modifications de la Constitution, des modes de scrutin, exigence de référendums plus réguliers ou encore questionnements sur le rôle de l'Union Européenne.

Le **Pouvoir d'achat** est le deuxième thème de la consultation avec 13% de l'ensemble des propositions et essentiellement des revendications sur les salaires, les retraites et les aides sociales.

Les propositions sur l'**Écologie** portent à la fois sur la gestion des déchets, les transports, l'agriculture, la production et la consommation locales, la transition énergétique, comme par exemple la place du nucléaire (sujet controversé dans la consultation), ou encore sur le bien-être animal et la chasse.

Concernant la **Santé**, les Français évoquent principalement la situation de l'hôpital public, les conditions de travail des soignants et la problématique des déserts médicaux, mais aussi la crise sanitaire, avec beaucoup de propositions controversées autour du vaccin et du passe vaccinal.

Dans l'ensemble des autres thèmes, les participants à la consultation citent, entre autres, l'école et la nécessité d'une meilleure adéquation avec le monde du travail, les commerces de proximité et la réindustrialisation du pays, la lutte contre l'évasion fiscale ou encore la condamnation des violences, notamment sexuelles...

**sur 34114 propositions déposées, 28885 ont été validées par les modérateurs de Make.org (voir "La méthodologie de Make.org").*

L'AGENDA CITOYEN

LES 12 PRIORITÉS DES FRANÇAIS



01 Garantir l'exemplarité des responsables politiques et limiter leurs "avantages"



02 Allouer plus de moyens au système de santé dans tous les territoires



03 Revaloriser les salaires et les retraites



04 Rendre l'éducation plus professionnalisante et renforcer les fondamentaux



05 Relocaliser notre économie et notre consommation



06 Faire évoluer le système démocratique et institutionnel



07 Durcir le système judiciaire et lui donner plus de moyens



08 Lutter plus efficacement contre l'évasion et l'optimisation fiscales



09 Améliorer l'accompagnement et les soins aux personnes âgées



10 Rendre la gestion des déchets plus efficace et développer l'économie circulaire



11 Développer des transports plus écologiques dans tous les territoires



12 Évoluer vers un modèle agricole plus responsable

01 — Garantir l'exemplarité des responsables politiques et limiter leurs "avantages"

- ⊗ Exiger un casier judiciaire vierge pour exercer une fonction politique
- ⊗ Réduire les indemnités des élus nationaux et membres du gouvernement
- ⊗ Mettre fin à toute forme de justice d'exception pour les responsables politiques

02 — Allouer plus de moyens au système de santé dans tous les territoires

- ⊗ Augmenter les salaires des soignants et donner plus de moyens à l'hôpital public
- ⊗ Lutter contre les déserts médicaux
- ⊗ Renforcer l'accompagnement et les soins des personnes en situation de handicap

03 — Revaloriser les salaires et les retraites

- ⊗ Augmenter les salaires et les petites retraites en fonction du coût de la vie
- ⊗ Permettre à tous ceux qui travaillent de pouvoir "vivre dignement"
- ⊗ Rendre le système de rémunération en entreprise plus juste

04 — Rendre l'éducation plus professionnalisante et renforcer les fondamentaux

- ⊗ Revaloriser l'apprentissage, l'alternance et les métiers manuels
- ⊗ Renforcer l'enseignement des fondamentaux
- ⊗ Former davantage les jeunes générations au civisme

05 — Relocaliser notre économie et notre consommation

- ⊗ Développer les commerces et emplois de proximité
- ⊗ Modifier la fiscalité pour avantager les produits locaux
- ⊗ Réindustrialiser la France pour la rendre plus autonome

06 — Faire évoluer le système démocratique et institutionnel

- ⊗ Exiger la présence des élus pour le vote des lois
- ⊗ Prendre en compte le vote blanc dans le résultat des élections
- ⊗ Assurer une plus grande transparence de l'utilisation de l'argent public

07

Durcir le système judiciaire et lui donner plus de moyens

- ☒ Alourdir les peines des délinquants, criminels, auteurs de violences sexuelles contre les femmes et les enfants
- ☒ Augmenter le budget et l'efficacité de la justice
- ☒ Avoir plus régulièrement recours aux travaux d'intérêt général pour les personnes condamnées

08

Lutter plus efficacement contre l'évasion et l'optimisation fiscales

- ☒ Renforcer les moyens de contrôle de l'évasion fiscale et les sanctions
- ☒ Imposer tous les profits réalisés en France des multinationales et des GAFAM
- ☒ Mettre fin aux paradis fiscaux

09

Améliorer l'accompagnement et les soins aux personnes âgées

- ☒ Développer les solutions de maintien à domicile
- ☒ Légaliser la fin de vie assistée
- ☒ Donner plus de moyens aux EHPAD

10

Rendre la gestion des déchets plus efficace et développer l'économie circulaire

- ☒ Favoriser la durabilité : tri, recyclage, lutte contre l'obsolescence programmée
- ☒ Réduire drastiquement l'utilisation du plastique et les emballages
- ☒ Restaurer la consigne sur le verre

11

Développer des transports plus écologiques dans tous les territoires

- ☒ Améliorer le réseau ferré et réactiver les anciennes lignes
- ☒ Favoriser les alternatives aux poids lourds pour le transport de marchandises comme le ferroutage
- ☒ Renforcer les transports en commun dans les zones rurales

12

Évoluer vers un modèle agricole plus responsable

- ☒ Mettre fin aux pratiques agricoles intensives destructrices des sols et de la biodiversité
- ☒ Favoriser les pratiques d'agro-écologie
- ☒ Améliorer le système de rémunération des agriculteurs

Garantir l'exemplarité des responsables politiques et limiter leurs "avantages"

C'est, en nombre de propositions plébiscitées, la première priorité de la consultation Ma France 2022. Les participants exigent une probité incontestable des responsables politiques, avec notamment l'obligation d'avoir **un casier judiciaire vierge** pour se présenter à une élection ou exercer une fonction de pouvoir. Les citoyens souhaitent la fin de ce qu'ils perçoivent comme **une justice d'exception**, mentionnant par exemple l'application des peines de prison ferme prononcées à l'encontre des personnalités politiques. Globalement, les participants prônent **la réduction des indemnités** et du montant des retraites des élus (en particulier des députés et sénateurs), ministres et hauts fonctionnaires.

// Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Karim

Il faut que le candidat d'une élection ait un casier judiciaire vierge pour pouvoir se présenter !

👍 80% 🗑️ 7% 👎 13%



Ambroise

Il faut que tous les élus soient propres c'est-à-dire aucun conflit d'intérêts, aucun casier judiciaire, aucune affaire judiciaire en cours.

👍 86% 🗑️ 7% 👎 7%



Didier

Il faut réduire les indemnités des élus ayant des indemnités supérieures à 4 000€ net et empêcher le cumul des mandats/retraites/indemnités.

👍 83% 🗑️ 8% 👎 9%



Tortay

Il faut que les Présidents et ministres, le monde politique aient la retraite dans les mêmes conditions que le peuple.

👍 85% 🗑️ 8% 👎 7%



Alan

Il faut que la justice soit impartiale et que les hommes politiques condamnés à la prison ferme exécutent leur peine comme tout citoyen.

👍 90% 🗑️ 2% 👎 8%



Pierre

Il faut arrêter l'immunité politique et permettre une justice pour tous, quelque soit le rang occupé dans la société.

👍 88% 🗑️ 5% 👎 7%

Allouer plus de moyens au système de santé dans tous les territoires

Probablement accentuées par la situation sanitaire de ces deux dernières années, les participants ont de très fortes attentes pour **soutenir l'hôpital public et améliorer les conditions de travail des soignants**. Ils plébiscitent d'importantes augmentations de salaire, notamment pour les infirmier(e)s et les aides-soignant(e)s, ainsi qu'un renforcement des moyens matériels et l'arrêt des fermetures de lits. Les inégalités territoriales en matière d'accès aux soins font également l'objet de très nombreuses propositions, demandant principalement **la fin des déserts médicaux**, grâce, par exemple, à une meilleure répartition des médecins sur l'ensemble du territoire. Le handicap est, lui aussi, identifié comme un enjeu prioritaire : de manière générale, il est question de **mieux considérer les personnes en situation de handicap**, de mieux les accueillir et les accompagner, en particulier les plus jeunes.

// Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Emeline

Il faut donner une dynamique à l'hôpital public par une revalorisation des salaires mais aussi une réorganisation profonde au profit du soin.

👍 87% 🗳️ 4% 🗳️ 9%



Mohamed

Il faut remettre l'hôpital public et la santé au cœur des débats politiques, arrêter de supprimer des lits d'hôpitaux.

👍 87% 🗳️ 3% 🗳️ 10%



Céline

Il faut réguler l'installation des médecins (généralistes, spécialistes) comme pour les pharmacies, pour résorber les déserts médicaux.

👍 81% 🗳️ 8% 🗳️ 11%



Nicole

Il faut créer des pôles santé pluridisciplinaires sur chaque intercommunalité, en zone rurale, pour l'accès aux soins de proximité pour tous.

👍 79% 🗳️ 6% 🗳️ 15%



Carole

Il faut impérativement développer l'accès handicapé aux structures citadines, établissements, magasins, surtout sur les trottoirs.

👍 81% 🗳️ 5% 🗳️ 14%



Maupelia

Il faut s'occuper du handicap chez les enfants et des AESH, le personnel n'est pas formé, les salaires sont misérables, c'est honteux.

👍 79% 🗳️ 5% 🗳️ 16%

L'augmentation du pouvoir d'achat fait l'objet d'une multitude de propositions à travers trois modalités distinctes. Il est avant tout demandé que **les salaires et retraites soient indexés sur l'inflation ou "le coût de la vie"** pour garantir le maintien du niveau de vie des foyers. Les participants interpellent également le monde de l'entreprise en demandant **des rémunérations plus justes**, et plus précisément une égalité salariale effective entre les femmes et les hommes, ainsi qu'un partage plus équitable des bénéfices avec les salariés. Globalement, les citoyens expriment un attachement au travail : ils réclament qu'il soit symboliquement et concrètement revalorisé, et que **tous les salariés puissent "vivre dignement"** des fruits de leur travail.

// Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Stéphanie

Il faut limiter l'augmentation du coût de la vie ou bien indexer les salaires chaque année de manière plus juste.

82% 7% 11%



Jacques-Roger

Il faut augmenter les pensions de retraite et les indexer à l'avenir sur le coût de la vie : les retraités sont les oubliés depuis 10 ans...

81% 7% 12%



Nathalie

Il faut permettre aux individus de vivre décemment de leur travail sans avoir besoin d'aides étatiques.

82% 4% 14%



Jean-Claude

Il faut que le travail soit au cœur de notre société avec des salaires dignes, qui permettent de vivre, sans cela c'est peine perdue.

84% 4% 12%



Colette

Il faut qu'enfin soient appliquées les lois obligeant les entreprises à rémunérer les femmes comme les hommes à diplômes égaux.

85% 5% 10%



Korrigane

Il faut verser une partie des bénéfices aux salariés car c'est le fruit de leur travail : considérés, on est plus productif.

76% 8% 16%

Rendre l'éducation plus professionnalisante et renforcer les fondamentaux

La très grande majorité des propositions concernant l'éducation expriment la nécessité de la rapprocher du monde de l'entreprise. Les participants souhaitent **revaloriser l'apprentissage, l'alternance, les stages, ainsi que les métiers manuels**. Parallèlement, les citoyens attendent **un enseignement renforcé des savoirs fondamentaux comme la lecture, l'écriture et le calcul** ; mais aussi **une meilleure formation au civisme et au "vivre ensemble"**, intégrant selon eux des notions de respect, d'écologie, ou encore l'initiation aux premiers secours.

// Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Pons

Il faut développer l'apprentissage et l'enseignement par l'alternance : redonner le goût pour les métiers manuels et le compagnonnage.

👍 89% 🗳️ 3% 🗳️ 8%



Dominique

Il faut promouvoir le travail manuel, l'apprentissage comme en Suisse, donner envie d'aller vers des métiers aujourd'hui sous-cotés.

👍 89% 🗳️ 4% 🗳️ 7%



Anjie

Il faut revoir l'apprentissage en primaire pour que chacun arrive avec les bases de français et maths en 6ème.

👍 89% 🗳️ 3% 🗳️ 8%



Emmanuel

Il faut revoir les programmes d'apprentissage en primaire de manière à ce que nos enfants en sortent en sachant lire et compter.

👍 79% 🗳️ 7% 🗳️ 14%



Pablo

Il faut que l'école sensibilise dès le jeune âge à l'écologie, la lutte contre les discriminations, le civisme avec des cours dédiés.

👍 77% 🗳️ 11% 🗳️ 12%



JM

Il faut aussi éduquer à la vie : parentalité, vie administrative, gestion d'un budget, code de la route, premiers secours, respect de la nature.

👍 84% 🗳️ 6% 🗳️ 10%

Relocaliser notre économie et notre consommation

Le local est particulièrement plébiscité dans la consultation. Les Français souhaitent pouvoir **s'approvisionner davantage auprès des commerces et producteurs de proximité**, à la fois pour réduire leur impact carbone, mais également pour stimuler la création d'emplois et recréer du lien social. Dans cette même logique, probablement renforcée par la crise sanitaire, les citoyens prônent **la réindustrialisation de la France afin de la rendre plus autonome**, notamment dans les secteurs médicaux, alimentaires et technologiques. Enfin, les participants identifient **le levier fiscal comme principal moyen de favoriser les productions locales** : il est par exemple proposé de taxer les importations lointaines et de baisser la fiscalité sur les produits hexagonaux.

// Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Béatrice

Il faut prioriser le commerce de proximité, les entreprises locales, au niveau communal, départemental et régional avant l'international.

86% 4% 10%



Laura

Il faut favoriser les emplois durables et locaux en développant les circuits courts dans tous les secteurs d'activités dont l'alimentation.

87% 3% 10%



Yannick

Il faut baisser la TVA sur les produits français en compensant par une taxe sur les produits importés.

78% 10% 12%



Thibaut

Il faut taxer les produits importés de pays ne respectant pas les règles fiscales et sociales imposées à nos entreprises non délocalisées.

82% 7% 11%



Alain

Il faut réindustrialiser la France : chimie, pharmacie, biens de consommation (électroménager, télé, téléphone...)

81% 6% 13%



Kader

Il faut relocaliser au maximum notre production pour ne plus dépendre de pays comme l'Inde ou la Chine.

89% 3% 8%

Faire évoluer le système démocratique et institutionnel

Les participants à la consultation attendent des mesures très concrètes pour restaurer la confiance dans le système démocratique. Ils plébiscitent **la présence obligatoire des élus dans les hémicycles pour le vote des lois**, en imposant par exemple un quorum et en mettant fin aux votes nocturnes. **La reconnaissance et la pleine prise en compte du vote blanc** dans le résultat des élections est également un très fort consensus citoyen, allant jusqu'à la possibilité d'invalider une élection si le vote blanc est majoritaire. Enfin, les citoyens exigent **une plus grande transparence dans l'utilisation de l'argent public**, en se fondant par exemple sur les modèles scandinaves.

// Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Marie

Il faut obliger les parlementaires à être obligatoirement présents pour le vote des lois et décrets sous peine de pénalités financières.

👍 81% 🚫 7% 🗳️ 12%



Anne-Marie

Il faut arrêter de valider les lois, décrets, dans la nuit à quelques personnes qui sont forcément favorables à leur application !
Quorum exigé !

👍 80% 🚫 7% 🗳️ 13%



Patrick

Il faut que les votes "blancs" et "nuls" soient pris en compte (ex : si les votes blancs l'emportent, la loi ou le candidat ne passe pas).

👍 80% 🚫 11% 🗳️ 9%



Younes

Il faut enfin reconnaître le vote blanc.

👍 76% 🚫 12% 🗳️ 12%



Sam

Il faut obliger les politiques à une transparence totale de l'utilisation des fonds publics en temps réel (modèle des pays scandinaves).

👍 76% 🚫 11% 🗳️ 13%



Nadia

Il faut que les dépenses des ministères soient visibles par tous les citoyens, y compris les enveloppes pour frais divers sans justification.

👍 86% 🚫 4% 🗳️ 10%

Durcir le système judiciaire et lui donner plus de moyens

Concernant le système judiciaire, sujet très présent dans la consultation, les participants demandent **l'alourdissement des peines pour les délinquants et criminels**, et spécifiquement pour les auteurs de maltraitances et de violences sexuelles contre les femmes et les enfants. Les citoyens s'accordent aussi sur la nécessité d'**augmenter le budget de la Justice afin qu'elle gagne en efficacité**, notamment en raccourcissant la durée des procédures. Enfin, ils plébiscitent **le recours plus régulier aux travaux d'intérêt général** pour faciliter la réinsertion, mais également pour que les personnes condamnées puissent "se rendre utiles".

// Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Marie

Il faut que les peines soient plus fermes, plus longues et plus dures pour tous les criminels : viols, meurtres, maltraitances sur enfants.

👍 75% 👎 11% 🗳️ 14%



Langlois

Il faut des peines plus fermes et définitives pour ceux qui s'en prennent aux femmes, enfants et aux anciens et pas des peines à sursis.

👍 82% 👎 7% 🗳️ 11%



Bob

Il faut donner plus de moyens à la Justice : toute affaire doit pouvoir être jugée dans l'année, en 1ère instance.

👍 87% 👎 4% 🗳️ 9%



Bruno

Il faut augmenter les moyens de la justice. Les affaires judiciaires traînent en longueur par manque de personnel (juges, greffiers...).

👍 81% 👎 6% 🗳️ 13%



Pierrick

Il faut impliquer les condamnés à de courtes peines de prison ferme dans des travaux d'intérêt général (nettoyage des cours d'eau, forêts).

👍 85% 👎 5% 🗳️ 10%



Michelle

Il faut introduire la notion de réparation sous forme de contribution à l'intérêt général pour tous les délits commis par les délinquants.

👍 79% 👎 7% 🗳️ 14%



Lutter plus efficacement contre l'évasion et l'optimisation fiscales

Le premier levier d'action plébiscité pour mettre fin à l'évasion fiscale est **l'augmentation drastique des moyens de contrôle et le durcissement des sanctions** à l'encontre des fraudeurs. Les participants exigent également une évolution des règles fiscales pour que **tous les profits réalisés sur le territoire français, notamment par les multinationales et les GAFAM, soient pleinement taxés**, peu importe le lieu d'implantation de leur siège social. Enfin, les participants souhaitent **la disparition pure et simple des paradis fiscaux**.

// Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Titouan

Il faut une véritable politique contre l'évasion fiscale par le renforcement des contrôles et des moyens.

👍 84% 🗑️ 4% 🗳️ 12%



Jacky

Il faut punir plus sévèrement l'évasion fiscale en mettant une amende égale à 10 fois la somme déposée à l'étranger.

👍 76% 🗑️ 10% 🗳️ 14%



Jean-Rémy

Il faut imposer les multinationales qui ont une activité en France.

👍 82% 🗑️ 6% 🗳️ 12%



JC

Il faut que les Gafam soient taxés sur le chiffre d'affaires réalisé sur le pays.

👍 79% 🗑️ 3% 🗳️ 18%



Cécile

Il faut mettre fin aux paradis fiscaux pour que l'ensemble des acteurs économiques participent, à hauteur de leurs obligations.

👍 79% 🗑️ 8% 🗳️ 13%



Michel

Il faut interdire aux entreprises françaises d'avoir leur siège social dans un « paradis fiscal » (la liste de ceux-ci est connue !).

👍 78% 🗑️ 6% 🗳️ 16%

TAX HEAVEN

Améliorer l'accompagnement et les soins aux personnes âgées

Afin d'améliorer le quotidien et le bien-être des personnes âgées, les participants prônent le renforcement et la revalorisation des services de l'aide à domicile, pour **permettre au plus grand nombre de rester chez elles le plus longtemps possible**. Les citoyens dénoncent par ailleurs les conditions de vie **dans les EHPAD** : ils **exigent plus de moyens**, et un personnel plus nombreux et mieux rémunéré. Enfin, **la légalisation de la fin de vie assistée** s'est imposée dans cette consultation comme un sujet fort et un net consensus.

// Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Annie Laure

Il faut développer les organismes permettant le retour à domicile des personnes âgées après hospitalisation : trop peu de soignants à domicile.

👍 88% 🚫 2% 🗳️ 10%



Catherine

Il faut engager plus d'aides à domicile pour s'occuper des personnes âgées ou handicapées à leur domicile mais surtout mieux les rémunérer.

👍 87% 🚫 3% 🗳️ 10%



Soussou

Il faut donner le choix à chacun sur sa fin de vie, l'euthanasie ou l'aide au suicide. Une meilleure prise en charge des personnes en souffrance.

👍 80% 🚫 7% 🗳️ 13%



Jean-Pierre

Il faut laisser le droit aux gens de choisir leur départ de cette terre dignement et légaliser l'euthanasie.

👍 80% 🚫 8% 🗳️ 12%



Isabelle

Il faut plus de personnel dans les EHPAD. Il faut une très bonne formation en amont et rémunérée en conséquence.

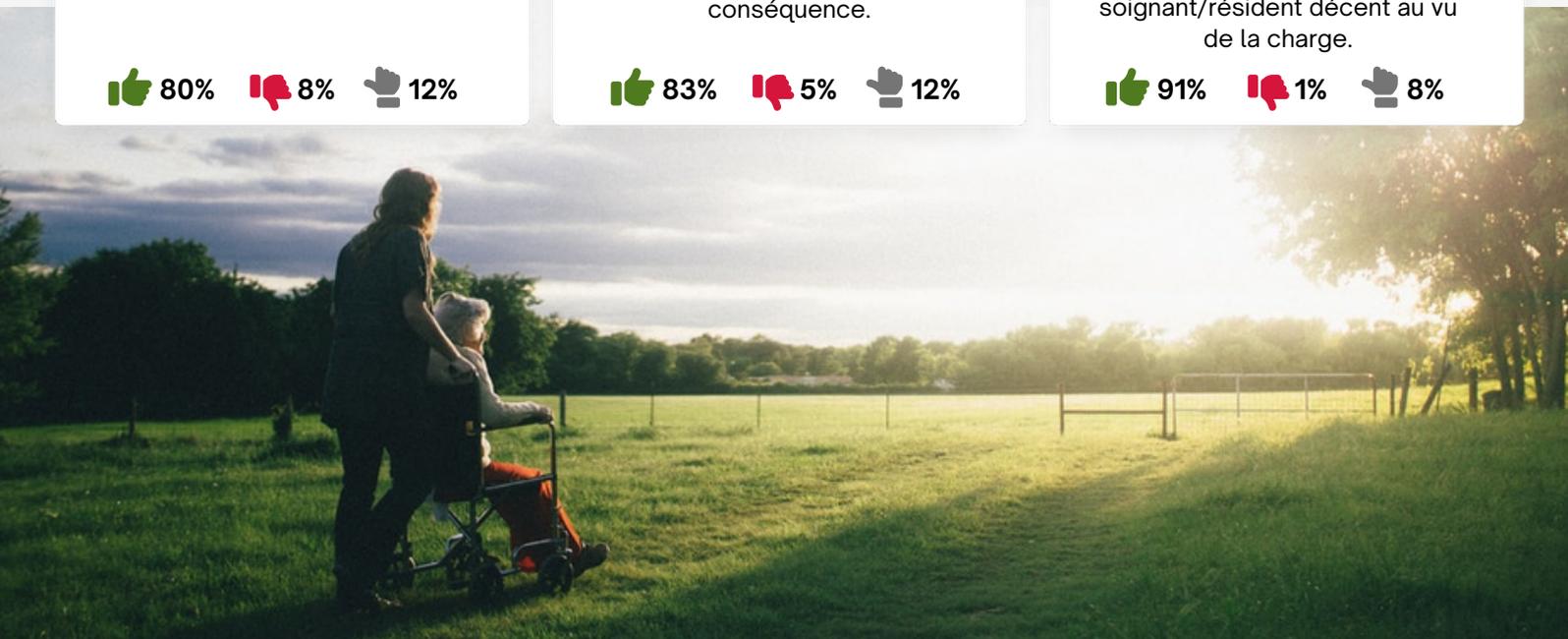
👍 83% 🚫 5% 🗳️ 12%



Nathalie

Il faut contrôler davantage les EHPAD pour favoriser la bien-être et exiger un ratio soignant/résident décent au vu de la charge.

👍 91% 🚫 1% 🗳️ 8%



Rendre la gestion des déchets plus efficace et développer l'économie circulaire

La question des déchets est le premier sujet écologique ayant émergé dans la consultation. Les citoyens recommandent avant tout de **produire moins de déchets en favorisant la durabilité des produits**, notamment via la lutte contre l'obsolescence programmée. Concernant le traitement des déchets, les participants insistent sur l'amélioration des pratiques de tri et de recyclage. Dans la même logique, ils réclament **la fin du plastique et en particulier des emballages**, pour diminuer la pollution sur le territoire et l'exportation de déchets à l'étranger. Pour les remplacer, ils plébiscitent **le retour des bouteilles en verre, avec un système de consigne**.

// Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



David

Il faut imposer aux fabricants de mettre en œuvre une réparation au lieu de l'obsolescence.

78% 5% 17%



Alex

Il faut améliorer notre système de tri des déchets, en créant plus de structures et sensibiliser la population.

77% 7% 16%



Sarah

Il faut arrêter de rejeter nos déchets dans les pays pauvres et créer des industries capables de tout recycler sur notre territoire.

88% 4% 8%



Christelle

Il faut réduire au maximum le plastique notamment au niveau des trop nombreux emballages.

86% 4% 10%



José

Il faut supprimer les bouteilles en plastique et remettre la consigne sur les bouteilles et emballages en verre.

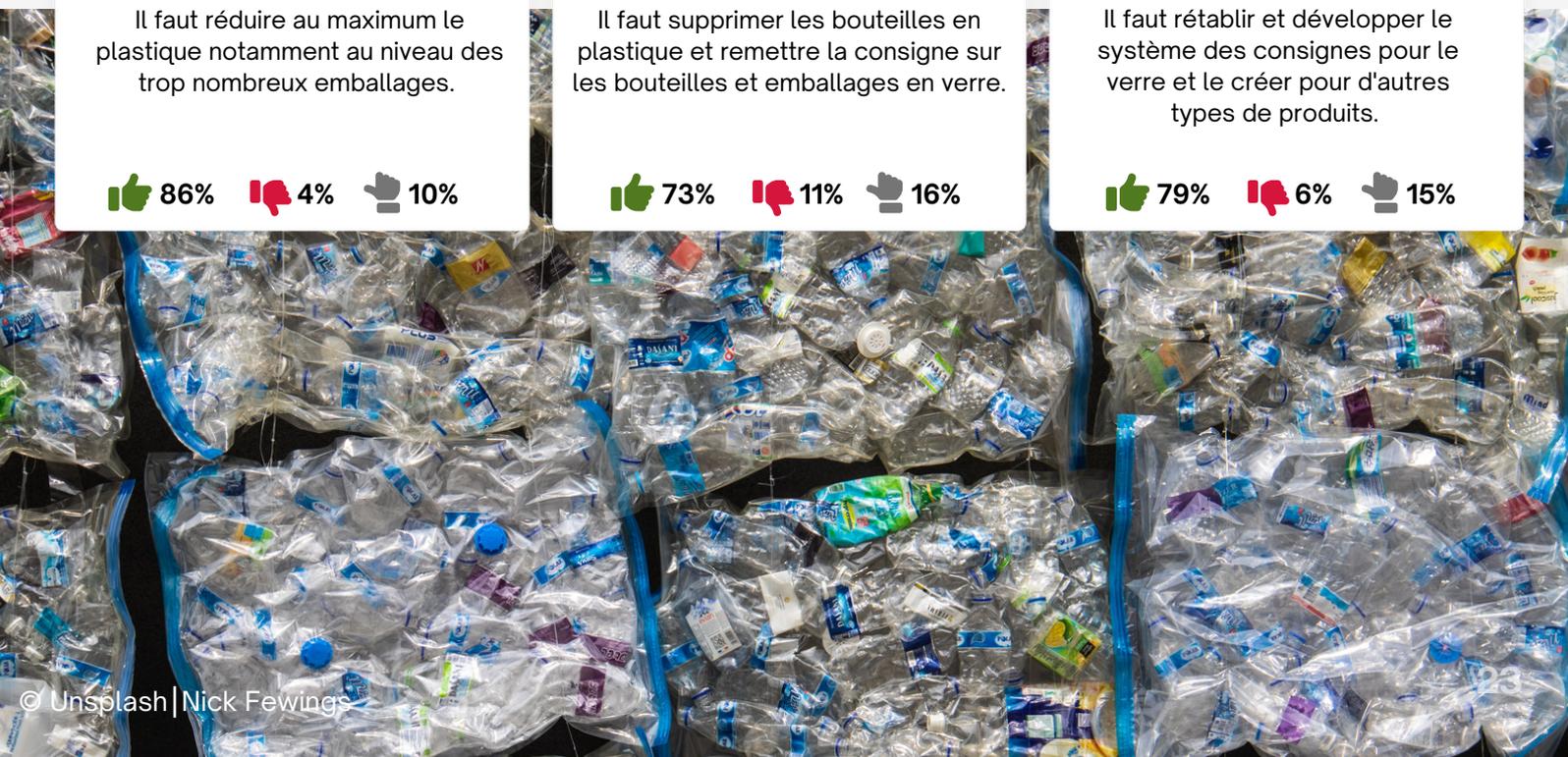
73% 11% 16%



phd559

Il faut rétablir et développer le système des consignes pour le verre et le créer pour d'autres types de produits.

79% 6% 15%



Développer des transports plus écologiques dans tous les territoires

Pour réduire l'impact écologique du secteur des transports, les citoyens réclament une nette amélioration du réseau ferré grâce à **la réactivation des petites lignes de train sur l'ensemble du territoire**, avec des prix accessibles. Ils s'accordent également pour **diminuer le nombre de poids lourds sur les routes** au profit de pratiques alternatives de transport de marchandises, comme le ferroutage. Enfin, les participants dénoncent une fois de plus les inégalités territoriales et exigent **davantage de transports en commun** dans les zones rurales, pour les rendre plus attractives et améliorer le quotidien de leurs habitants.

// Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Patrick

Il faut créer un vrai réseau de trains régionaux qui soit vraiment efficace et abordable pour soulager nos routes.

81% 4% 15%



Bellenger

Il faut permettre la mobilité de chacun en rétablissant des petites lignes ferroviaires attractives en prix et fréquence.

78% 9% 13%



Cathie

Il faut remettre en place le ferroutage afin d'avoir moins de camions longue distance sur les routes.

78% 5% 17%



Sylvie

Il faut développer le fret ferroviaire pour éviter les files de camions qui encombrant, insécurisent les routes et polluent.

84% 6% 10%



Mickaël

Il faut renforcer les services de transport en commun dans les zones rurales et les rendre attractifs.

84% 7% 9%



Gildas

Il faut développer des transports en commun (réhabilitation des lignes de train, ajout de cars gratuits) en particulier en zone rurale.

82% 7% 11%

Évoluer vers un modèle agricole plus responsable

Toujours dans le cadre de la transition écologique et notamment agricole, les participants à la consultation exigent **la fin de certaines pratiques considérées comme destructrices des sols et de la biodiversité** comme les élevages industriels ou l'utilisation de pesticides. Ils souhaitent **une progression vers une agroécologie plus en phase avec la nature**, en replantant par exemple des haies sur les parcelles et en réduisant la taille des élevages. Pour accompagner cette transition, les citoyens réclament **une amélioration du système de rémunération des agriculteurs**, qui, aujourd'hui, ne leur permet souvent pas de vivre décemment.

// Exemples de propositions citoyennes plébiscitées



Anne Blanche

Il faut sortir en urgence de l'élevage intensif, source de pollution (azote, algues vertes en Bretagne et Pays-Bas).

👍 76% 👎 8% 🗳️ 16%



Purple

Il faut cesser la vente et l'utilisation des pesticides dans l'agriculture et ailleurs, la pollution des sols et de l'eau étant gravissime !

👍 77% 👎 7% 🗳️ 16%



Anouk

Il faut replanter des haies diversifiées autour de chaque parcelle agricole afin de compenser les pertes induites lors du remembrement.

👍 73% 👎 5% 🗳️ 22%



Ludovic

Il faut favoriser nos petits élevages à l'ancienne sur prairie et taxer l'importation de viande industrielle pour aider nos éleveurs français.

👍 82% 👎 6% 🗳️ 12%



Jocelyne

Il faut que les agriculteurs de France soient reconnus, respectés et surtout qu'ils puissent vendre leurs produits à un prix rémunérateur.

👍 86% 👎 4% 🗳️ 10%



Marlène

Il faut que les agriculteurs soient mieux rémunérés des produits vendus aux industriels.

👍 87% 👎 3% 🗳️ 10%

— LES SUJETS DE CONTROVERSE

LES THÈMES QUI DIVISENT LES FRANÇAIS



L'immigration



Le vaccin et le passe sanitaire



L'encadrement des prestations sociales



La légalisation du cannabis



La peine de mort



Le revenu universel



Le mix énergétique



Le temps de travail hebdomadaire



L'âge de départ à la retraite

Qu'est-ce qu'une controverse ?

Une proposition est considérée comme controversée lorsqu'elle suscite autant d'adhésion que de rejet. Cela signifie qu'elle recueille globalement autant de votes "pour" que de votes "contre", et autant de surqualifications "Coup de cœur" que de "Surtout pas !". Les propositions les plus clivantes de la consultation ont ainsi été regroupées pour identifier les sujets qui divisent le plus fortement les Français.



L'immigration

Qu'elles portent sur une restriction forte des migrations (immigration zéro, suppression du droit du sol) ou à l'inverse sur un accueil étendu des migrants et réfugiés en France, les propositions sur le sujet de l'immigration divisent les participants à la consultation et recueillent globalement autant de votes "pour" et "contre". En revanche, les propositions demandant le respect des lois françaises par tous les immigrés suscitent un assentiment relativement partagé.

// Exemples de propositions citoyennes controversées



Gérald

Il faut arrêter totalement toute immigration hors UE.

41% pour ⚡ 43% contre



Patrick

Il faut supprimer le droit du sol et revenir au droit du sang

44% pour ⚡ 38% contre



Blanche

Il faut une immigration zéro, l'expulsion des clandestins et la déchéance de nationalité des bi-nationaux délinquants

44% pour ⚡ 40% contre



Yves

Il faut stopper l'immigration, supprimer le droit du sol et le regroupement familial !

47% pour ⚡ 39% contre



Emeric

Il faut accueillir tous les immigrant-e-s en Europe de façon digne. C'est une honte tous ces morts en Méditerranée et ailleurs.

46% pour ⚡ 43% contre



Carine

Il faut mener une politique d'accueil humaine des réfugiés.

47% pour ⚡ 44% contre

Le vaccin et le passe sanitaire

La majorité des propositions en lien avec la crise sanitaire divisent fortement les participants, notamment celles qui exigent la suppression du passe sanitaire, considérant qu'il s'agirait d'une "atteinte aux libertés individuelles". Dans la même logique, les propositions souhaitant rendre le vaccin obligatoire et sanctionner les personnes non-vaccinées sont également clivantes, suscitant une part équivalente d'adhésion et de rejet.

// Exemples de propositions citoyennes controversées



Pierre

Il faut supprimer le pass vaccinal et accepter de vivre avec les virus qui nous environnent.

46% pour ⚡ 43% contre



Nathalie

Il faut rétablir la liberté aux Français en supprimant le pass sanitaire et l'obligation vaccinale.

40% pour ⚡ 43% contre



Gabby

Il faut faire un référendum sur le pass vaccinal car il y a une pétition qui a rassemblé plus de 1 million de signatures.

42% pour ⚡ 44% contre



Ma

Il faut supprimer le pass sanitaire et le pass vaccinal et rétablir les libertés élémentaires pour sortir de cette dictature sanitaire.

40% pour ⚡ 49% contre



Hervé

Il faut imposer vaccination et faire payer les antivax qui engorgent les urgences, chargent les soignants et évitent de soigner les autres

37% pour ⚡ 43% contre



Claude

Il faut que ceux qui ont choisi d'être contre la vaccination ne viennent pas encombrer les hôpitaux, les soignants sont fatigués

41% pour ⚡ 42% contre



L'encadrement des prestations sociales

Concernant les prestations et aides sociales, trois types de solutions suscitent la discorde parmi les participants : les propositions souhaitant réserver les aides sociales aux citoyens français uniquement et en priver tous les étrangers ; celles prônant la diminution des allocations familiales ; ou encore celles portant sur la réforme de l'allocation chômage, qu'il s'agisse de la réduire pour obliger les bénéficiaires à travailler, ou de conditionner son attribution à des travaux d'intérêt général.

// Exemples de propositions citoyennes controversées



JP

Il faut attribuer des aides, des allocations, des logements, des retraites aux citoyens français uniquement.

44% pour ⚡ 44% contre



Philippe

Il faut arrêter toute aide sociale aux étrangers

44% pour ⚡ 44% contre



Liamg

Il faut arrêter les allocs familiales au-delà du 3ème enfant : démographie = bombe écologique! Si on veut + d'enfants, on les finance seul !

44% pour ⚡ 44% contre



Rudy

Il faut limiter les allocations familiales à deux enfants que cela ne devienne pas un salaire parental et faire travailler les RSA 15h hebdo

44% pour ⚡ 44% contre



Luc

Il faut réduire les aides sociales et les allocations chômage pour que les gens aillent travailler plutôt que de vivre du chômage

44% pour ⚡ 44% contre



Ener

Il faut abolir le chômage. Chaque individu sans travail se verra donné un travail d'État (différent des fonctionnaires) pour un SMIC.

44% pour ⚡ 44% contre



La légalisation du cannabis

De nombreux participants à la consultation proposent la légalisation du cannabis, qui permettrait, selon eux, d'assurer des revenus fiscaux à l'État, de réduire l'insécurité, de créer des emplois, ou encore aux forces de l'ordre de mieux utiliser leur temps. Mais quel que soit le motif invoqué, toutes les propositions à ce sujet suscitent à la fois une part importante d'adhésion et de rejet.

// Exemples de propositions citoyennes controversées



Axel

Il faut légaliser et taxer le cannabis.

44% pour ⚡ 44% contre



Gérard

Il faut légaliser le cannabis afin d'assurer une qualité du produit, des revenus fiscaux et moins de trafic.

44% pour ⚡ 44% contre



Antoine

Il faut légaliser le cannabis afin d'encadrer la consommation, comprendre les effets et réduire l'insécurité.

44% pour ⚡ 44% contre



Titouan

Il faut légaliser le cannabis pour en faire un monopole d'État.

44% pour ⚡ 44% contre



Léo

Il faut légaliser le cannabis afin de détruire les trafics de cité et permettre la création de dizaine de milliers d'emplois.

44% pour ⚡ 44% contre



Jean-Philippe

Il faut légaliser le cannabis pour les adultes pour que la police puisse se charger des tâches indispensables mais bâclées actuellement.

44% pour ⚡ 44% contre



La peine de mort

Le rétablissement de la peine de mort, quelles que soient les raisons et les modalités d'application évoquées, crée une ligne de fracture parmi les participants à la consultation. Les propositions réclamant la peine de mort pour les faits de terrorisme, les assassinats, les viols ou la pédophilie suscitent une part systématique de rejet, même en cas de récidivisme. Les votants se divisent également sur l'idée d'organiser un référendum sur la peine capitale.

// Exemples de propositions citoyennes controversées



Florian

Il faut rétablir la peine de mort pour les auteurs d'infractions terroristes, les violeurs et assassins.

43% pour ⚡ 47% contre



Laurent

Il faut rétablir la peine de mort pour les violeurs récidivistes et tueurs récidivistes.

45% pour ⚡ 43% contre



Lebonsens

Il faut rétablir le principe de la peine de mort : l'appliquer aux grands criminels pour garantir la non récidive et ainsi sauver des vies.

42% pour ⚡ 50% contre



Karla

Il faut rétablir la peine de mort pour les pédophiles récidivistes.

44% pour ⚡ 39% contre



Patrice

Il faut faire un référendum "pour ou contre la peine de mort ?" notamment pour certains crimes.

46% pour ⚡ 45% contre



Lebonsens

Il faut rétablir la peine de mort pour les terroristes et autres et les meurtriers d'enfants, et de femmes victimes de féminicides.

43% pour ⚡ 45% contre

Le revenu universel

De nombreuses propositions portent sur la mise en place d'un revenu universel (ou revenu de base), mais aucune des modalités d'application suggérées ne fait consensus parmi les participants. Certains proposent la création d'un salaire pour tous sans aucune condition ; d'autres préféreraient en exclure les hauts revenus. La suppression des aides sociales en contrepartie de ce revenu universel, ou au contraire leur maintien, divisent aussi les citoyens. Enfin, les moyens mentionnés pour financer un tel dispositif, comme par exemple la taxation des robots industriels, sont également controversés.

// Exemples de propositions citoyennes controversées



Mathilde

Il faut mettre en place un revenu de base inconditionnel et généreux pour matérialiser en pratique la liberté, l'égalité et la fraternité

37% pour ⚡ 37% contre



Julotte

Il faut tenter le "revenu universel pour tous", bien sûr excepté les très hauts revenus, à définir très vite.

38% pour ⚡ 44% contre



Mickaël

Il faut mettre en place un revenu universel pour tous en substitution de l'ensemble des aides sociales.

44% pour ⚡ 38% contre



Liam

Il faut mettre en place le revenu universel pour les français avec un plafond à 1600 euros net pour une personne seule.

39% pour ⚡ 37% contre



Guillaume

Il faut un revenu universel de 1000 euros : les premiers gagnants seront les travailleurs.

40% pour ⚡ 34% contre



Cioran

Il faut instaurer le revenu universel sans toucher à la sécurité sociale, les salaires ou les acquis sociaux, mais en taxant la robotisation.

40% pour ⚡ 36% contre



Le mix énergétique

Au cœur du débat sur la transition énergétique, le nucléaire et les éoliennes font également débat dans la consultation. La sortie progressive du nucléaire ou au contraire la création de nouvelles centrales suscitent, dans les deux cas, une part comparable de votes “pour” et de votes “contre”. Les propositions prônant simplement un “maintien” des centrales actuelles reçoivent un accueil plutôt favorable. Concernant les éoliennes, les participants sont divisés à la fois sur leur efficacité énergétique et sur leur aspect esthétique. Enfin, les propositions sur l’énergie solaire tendent vers le consensus, à condition que l’installation de panneaux photovoltaïques ne soit pas obligatoire, ou qu’elle ne concerne que les toits des bâtiments industriels.

// Exemples de propositions citoyennes controversées



Renzo

Il faut construire de nouvelles centrales nucléaires.

42% pour ⚡ 44% contre



Damien

Il faut fermer toutes les centrales nucléaires qui ont dépassé leur durée de vie et qui deviennent trop dangereuses et qui coûtent cher.

42% pour ⚡ 38% contre



Julien

Il faut développer toutes les énergies renouvelables, le nucléaire n’est pas la solution.

39% pour ⚡ 36% contre



Jean

Il faut supprimer et interdire les éoliennes qui saccagent inutilement nos paysages.

37% pour ⚡ 44% contre



Theresa

Il faut l'arrêt de l'éolien qui pollue le paysage, produit peu, utilise trop de béton et coûte cher sur la facture d'électricité.

40% pour ⚡ 35% contre



Léo

Il faut développer le solaire et l'hydrogène et sortir du nucléaire.

42% pour ⚡ 36% contre



Le temps de travail hebdomadaire

Toutes les propositions sur la réduction du temps de travail hebdomadaire sont controversées. Que ce soit sur la semaine de quatre jours ou sur un passage aux 30 ou 32 heures, les participants sont systématiquement divisés. Les raisons évoquées pour justifier ces réformes - partager le temps de travail pour réduire le chômage, redistribuer le temps gagné grâce à l'automatisation, ou encore pouvoir profiter davantage d'activités culturelles et familiales - n'ont pas non plus convaincu les votants.

// Exemples de propositions citoyennes controversées



Yris

Il faut passer à la semaine de travail de 4 jours.

42% pour ⚡ 42% contre



Andrea

Il faut passer à 4 jours de travail par semaine pour réduire le nombre de chômeurs.

41% pour ⚡ 40% contre



Stéphane

Il faut passer à la semaine de 32 heures afin de pouvoir accorder plus de temps à sa famille ou à des activités culturelles/bénévolats, etc.

37% pour ⚡ 45% contre



Guy

Il faut réduire le temps de travail partout, à 30h par semaine. Les machines font le travail donc l'humain doit travailler moins.

33% pour ⚡ 50% contre



Carole

Il faut diminuer le temps de travail, que nous puissions travailler et investir dans le social, l'éducation, la santé et l'art !

40% pour ⚡ 40% contre



Katya

Il faut aller vers une réduction du temps de travail pour mieux partager les emplois.

38% pour ⚡ 43% contre

L'âge de départ à la retraite

L'abaisser à 60 ou même à 58 ans, ou au contraire, le repousser ? Dans tous les cas, les participants à la consultation se divisent sur l'âge de départ à la retraite. Certaines modalités précises, comme l'idée d'un départ anticipé à 55 ans pour former un jeune pendant cinq ans, ne parviennent pas non plus à faire consensus.

// Exemples de propositions citoyennes controversées



Bastien

Il faut abaisser l'âge de départ à la retraite.

43% pour ⚡ 33% contre



Jenny

Il faut avancer l'âge de la retraite pour laisser la place aux plus jeunes.

48% pour ⚡ 33% contre



Karine

Il faut la retraite à 60 ans.

46% pour ⚡ 37% contre



Alexis

Il faut une retraite à 58 ans avec une retraite digne de ce nom pour tous, au moins équivalente à un SMIC.

41% pour ⚡ 47% contre



Denis

Il faut la retraite à 55 ans et la formation par le futur retraité d'un jeune pendant 5 ans.

36% pour ⚡ 44% contre



Damien

Il faut faire reculer l'âge de départ à la retraite pour tous les métiers qui ne sont pas très physiques et contraignants pour la santé.

39% pour ⚡ 41% contre

ANNEXES

LA MÉTHODOLOGIE DE MAKE.ORG

Make.org a développé une méthode de consultation inédite, capable de toucher des centaines de milliers de personnes. Chaque consultation pose une unique question ouverte, par exemple “Quelles priorités pour notre pays demain ?”.

Le recueil des propositions et des votes

Les citoyens peuvent participer à une consultation en déposant une ou plusieurs propositions n’excédant pas 140 caractères et commençant toutes par “Il faut...”. Ils peuvent également voter sur les propositions des autres participants (vote “pour”, “contre”, ou “neutre”) et, s’ils le souhaitent, qualifier leur vote (“coup de cœur”, “réaliste”, “banalité”, “surtout pas !”...).

La participation à une consultation peut s’effectuer par deux canaux : sur la plateforme Make.org ou via un module de consultation (un “widget”) embarqué dans les articles numériques d’un média (en l’occurrence, pour Ma France 2022, dans ceux de France Bleu et de France 3 Régions). Dans les deux cas, en arrivant sur la consultation, les participants découvrent une séquence de 12 propositions citoyennes, affichées selon un roulement permanent (deux séquences ne sont jamais les mêmes). Ils peuvent voter sur ces propositions, et à tout moment, déposer leur propre proposition.

Avant d’être mises en ligne, les propositions déposées doivent être validées par les modérateurs (humains) de Make.org, au regard du respect de la loi et de notre Charte de modération. Les propositions ne sont aucunement réécrites, seules les fautes d’orthographe peuvent être corrigées.



L’algorithme d’émergence

Un élément essentiel de la plateforme Make.org est l’algorithme qui choisit les propositions soumises au vote dans la “séquence”. L’objectif est de garantir à chaque proposition un nombre minimum de votes et une égale chance d’émerger. Ce roulement dirigé par l’algorithme permet de neutraliser les tentatives de “trolling”, car dans ces séquences, les participants ne peuvent pas choisir les propositions sur lesquelles ils votent. Le code de cet algorithme est en open-source, comme tout le code de la plateforme. Il est donc public et auditable.

Analyse des résultats d’une consultation

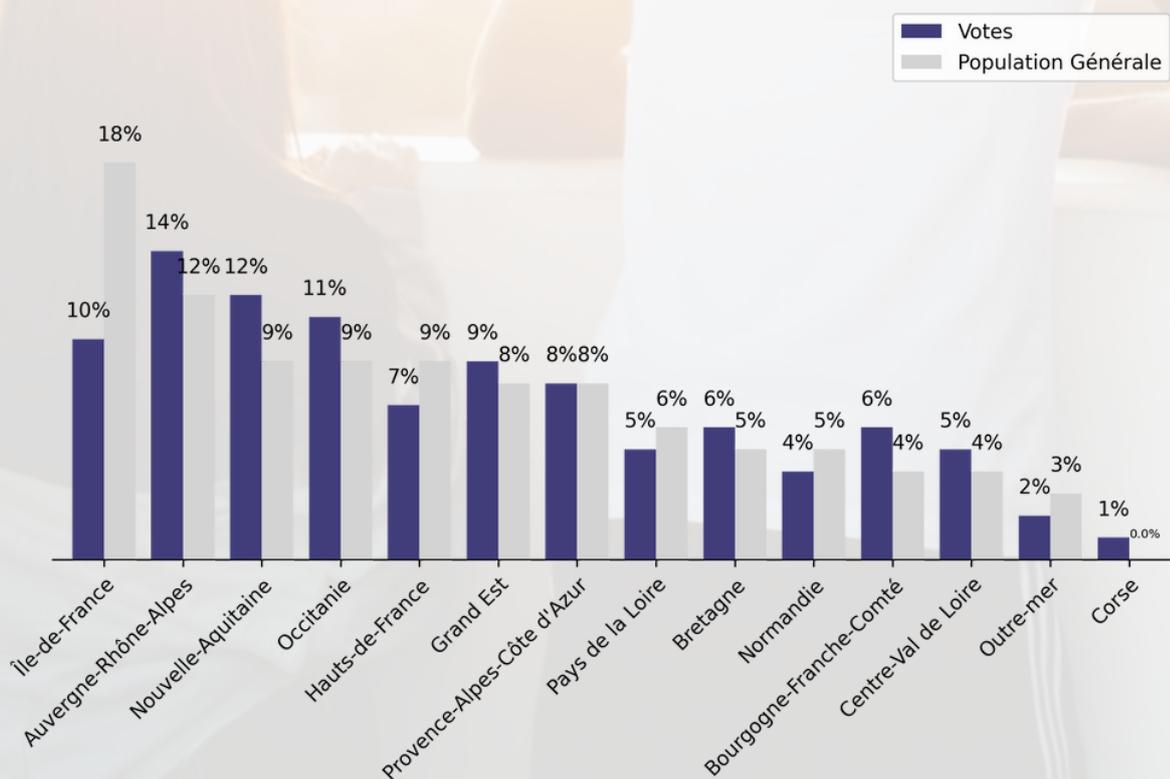
A la fin d’une consultation, les data scientists et les sociologues de Make.org distinguent, d’une part, les propositions ayant suscité le plus de consensus, et d’autre part, celles ayant suscité le plus de clivage.

Ces propositions sont ensuite regroupées par similarité de sujets pour constituer les “idées plébiscitées” et les “sujets controversés” de la consultation. Ce regroupement s’effectue uniquement sur le sens principal exprimé par la proposition, sans surinterprétation. Chaque idée se compose donc de dizaines, voire centaines, de propositions défendant le même propos, et ayant chacune agrégé plusieurs centaines de votes, nous permettant ainsi d’affirmer la fiabilité statistique de nos résultats.

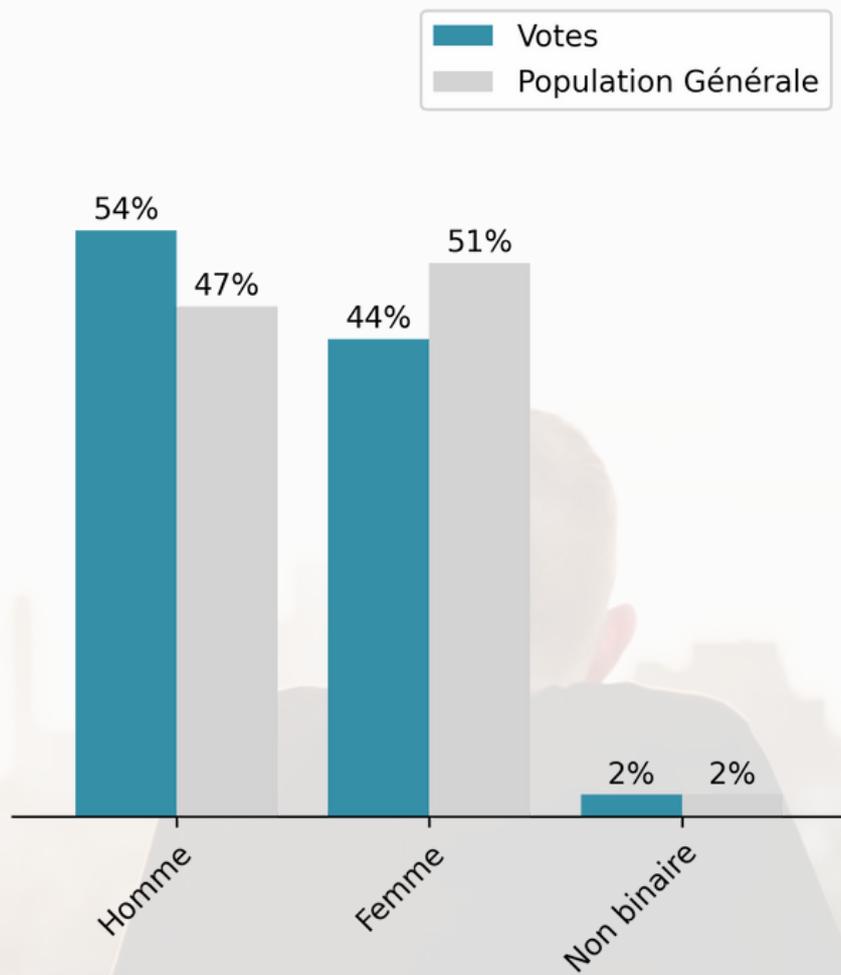
[En savoir plus sur la méthodologie de Make.org.](#)

LE PROFIL SOCIODÉMOGRAPHIQUE DES PARTICIPANTS

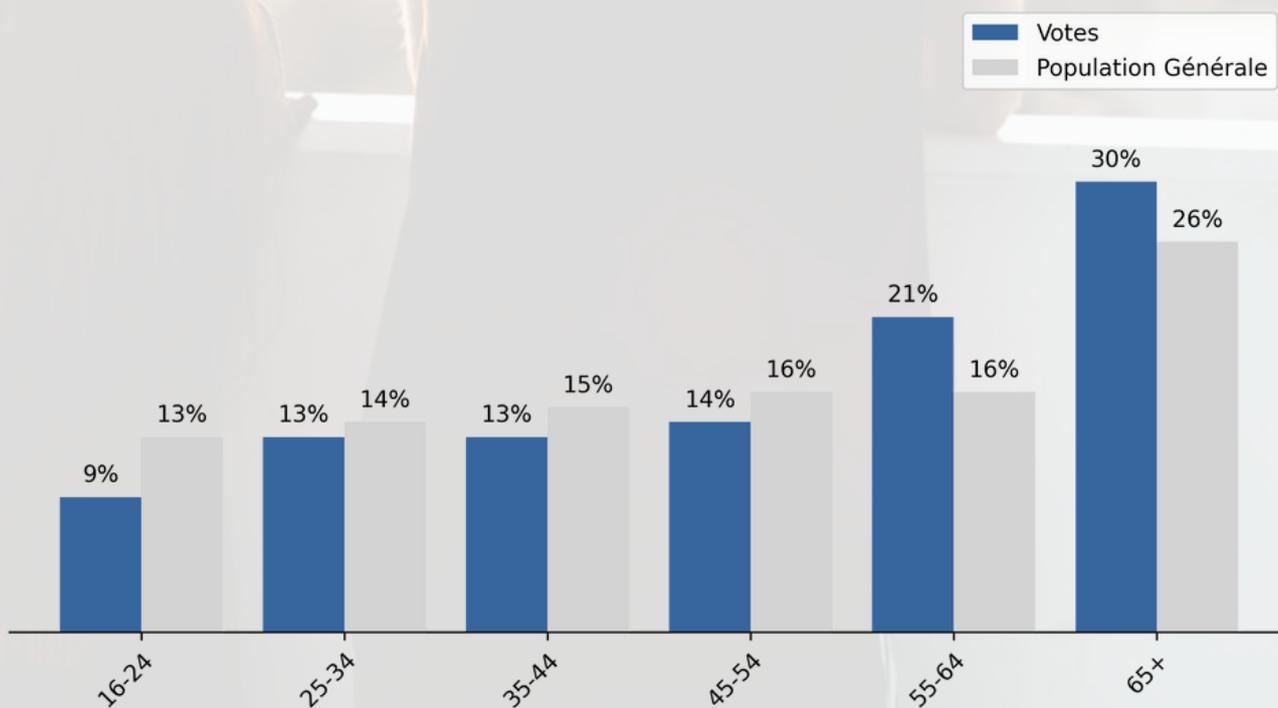
Les participants à une consultation Make.org ont la possibilité de renseigner leur genre, leur catégorie d'âge et leur région d'habitation. Ces informations sont facultatives, et nous permettent d'en déduire la répartition globale des votants selon ces critères démographiques déclarés (dans le respect du Règlement général sur la protection des données). Afin de compenser d'éventuels déséquilibres et de refléter au plus près la répartition de la population générale, nous créons sur les réseaux sociaux des campagnes adaptées aux catégories sous-représentées pour les encourager à participer. Ce qui nous permet d'affirmer que nos consultations tendent vers un équilibre représentatif de la population française.



Répartition des votants par région



Répartition des votants par genre



Répartition des votants par catégorie d'âge

À propos et contacts

France Bleu s'engage

France Bleu, depuis plus de 40 ans, crée, tisse et entretient le lien au cœur des territoires. Chaque jour sur ses 44 antennes et fort de ses 1500 collaborateurs, France Bleu offre une information certifiée, locale ou nationale, donne la parole à tous, anime le débat démocratique et met en valeur les initiatives économiques, culturelles, sportives, sociales et solidaires des citoyens. En un mot, France Bleu, véritable acteur des territoires, se tient au plus près de ses + 3,3 millions d'auditeurs quotidiens, les écoute, relaie leurs préoccupations et les solutions proposées.

France Bleu, c'est aussi la musique avec des artistes confirmés et de nouveaux talents dans les programmes. France Bleu, c'est aussi une offre numérique unique centrée sur l'information locale et riche également d'une collection de podcasts ; et depuis 2019, des matinales filmées et diffusées sur France 3 (23 à fin décembre, les suivantes d'ici fin 2023).

Enfin, le site et application de France Bleu rassemblent plus de 10 millions de visiteurs uniques mensuels, et positionnent la chaîne parmi les toutes premières marques médias (catégorie TV / Radio).

À propos de Make.org

Make.org est une organisation neutre et indépendante dont la mission est de faire participer les citoyens et de mobiliser l'ensemble de la société civile pour transformer positivement la société. Pour y parvenir, Make.org a développé une méthode unique de consultation massive, capable de toucher plusieurs millions de personnes. Notre démarche consiste à identifier les idées les plus massivement soutenues, pour bâtir ensuite une action collective légitimée par l'adhésion du plus grand nombre. Comme l'exprime sa Charte éthique, Make.org est une plateforme démocratique, civique et européenne, neutre, indépendante, transparente et respectueuse des données personnelles. Pour en savoir plus : make.org.

France 3, le média de tous les débats

Avec ses 115 implantations sur l'ensemble du territoire, ses 24 rédactions régionales et ses 20 éditions locales, le réseau régional de France 3 est le média incontournable de la proximité. Chaque jour, dans ses éditions d'information et sur les réseaux numériques, il décrypte l'info locale et régionale, donne la parole aux citoyens et fait vivre le débat public. Il est au plus près des manifestations culturelles, économiques et sportives des territoires, auxquels il consacre des dizaines d'heures de programmes dans chacune des 13 régions, de plus souvent relayés par France Info Canal 27 et par CultureBox. L'information est la colonne vertébrale du réseau régional avec les matinales communes France Bleu-France 3 dès 7h du matin, ses 24 éditions de proximité à 12h et 19h, ses éditions locales et depuis janvier 2021, son nouveau rendez-vous de décryptage et de témoignages, le 18.30. Comme il l'a fait lors des élections municipales, régionales puis départementales en 2020 et 2021, le réseau régional de France 3 sera cette année encore le "média de tous les débats", dans tous les territoires, sur ses antennes linéaires et numériques.

Contacts

France Bleu

Delphine Marçais, Directrice Communication
delphine.marcais@radiofrance.com - 06 81 69 02 70

Make.org

Camille Madec, Responsable des Relations Presse
camille.madec@make.org - 06 99 24 86 29

France 3 Régions

André Faucon, Directeur délégué à la communication
du réseau régional de France 3
andre.faucon@francetv.fr - 06 87 80 70 86

MA FRANCE 2022

LA GRANDE CONSULTATION CITOYENNE :
QUELLES PRIORITÉS POUR NOTRE PAYS DEMAIN ?



• 3

MAKE.
ORG